Ouest-France, 08/08/2013

Point de vue

par Michel Godet (*)

Sœur Anne, ne vois-tu rien venir ?

Après un hiver et un printemps moroses comme jamais, François Hollande a réaffirmé, avant-hier, en Vendée, que les premiers signes de la reprise étaient là. Mais un été ensoleillé ne fait pas le printemps économique. Avec une croissance quasi nulle, nous maintenons à peine notre train de vie avec, cette année, 80 milliards d'euros de dette supplémentaire. Pour retrouver les équilibres et un sentier vertueux de croissance, les analyses de l'OCDE montrent qu'il faudrait une posologie d'effort avec deux tiers de réduction de dépenses publiques et un tiers d'augmentation d'impôts. C'est ce que firent, dans le passé, le Canada, la Suède ou l'Allemagne sans altérer leur croissance ultérieure. En France, on a jusqu'ici fait l'inverse.

Si seulement le Président suivait les recommandations de la Cour des comptes, dirigée par son ami le socialiste Didier Migaud, demandant deux à trois fois plus de réduction des dépenses qu'il n'est envisagé (14 milliards) dans la loi de finances pour 2014 !

Ce n'est pas avec de l'aspirine qu'on soigne une fièvre de cheval. Nos voisins Italiens et Espagnols en savent quelque chose : réduction du nombre de fonctionnaires et de leurs salaires, allongement de l'âge légal de la retraite, gel des pensions. En France, on s'est surtout contenté de faire payer les 10 % les plus riches et il y aura toujours 90 % de Français d'accord pour cela. Les retraités vont bientôt passer à la caisse, mais cela ne suffira pas.

Semelles de plomb

Nous détenons les records de dépenses publiques, 57 % par rapport au PIB (contre 46 % pour l'Allemagne), avec des services publics qui ne sont pas toujours les meilleurs, comme l'attestent nos reculs dans les classements éducatifs internationaux. L'Allemagne a un coût du travail globalement inférieur au nôtre alors qu'il y a dix ans, il était supérieur de 10 %. Nos produits n'étant pas réputés de meilleure qualité, il faudrait un vrai choc de compétitivité-coût pour voir vraiment nos parts de marché à l'exportation remonter. Elles ont seulement cessé de se dégrader.

Le pacte de compétitivité inspiré par Louis Gallois a cette ambition. Mais il ne parviendra pas à ses fins si l'on ne s'attaque pas à la dépense publique pour réduire les charges qui pèsent sur nos entreprises, obligées de courir dans la compétition internationale avec des semelles de plomb. De toute façon, la conjoncture internationale reste incertaine. Il nous faudrait aussi innover et, pour cela, investir alors que les marges des entreprises sont au plus bas.

Notre Président a le droit de rêver à un retour de cycle. Au début des années 2000, le gouvernement Jospin a créé deux millions d'emplois marchands, avec une croissance de 3 %. Oui, mais la croissance débridée alimentée par le déficit public n'est plus de mise. L'Europe des cheveux gris et de la croissance molle est malade ou convalescente et il faudra plusieurs années de cure à moins de 1 % de croissance pour s'en remettre.

Reste le traitement statistique du chômage : les emplois aidés. On vient de dégager 1 milliard de plus pour cela. Sans oublier le secours de la démographie car la population en âge de travailler baisse depuis deux ans et la population active devrait suivre le mouvement. Mais ce qu'on attend du Président, ce n'est pas de nous conduire à des paradis artificiels ni d'espérer une croissance que sœur Anne ne verra pas venir !

(*) Auteur de *La France des bonnes nouvelles,* Odile Jacob 2012